



ÉMERGER DE LA CRISE DANS UN PAYS SOLIDAIRE, FÉMINISTE, ÉCOLOGIQUE

Une transformation en réponse à la crise
en faveur du bien commun

La Suisse dispose largement des moyens pour ressortir grandie d'une crise qui n'a pas touché tout le monde de la même façon. Le PS Suisse propose un paquet de mesures orientées vers l'humain, et est convaincu que notre pays a largement la marge de manœuvre pour le mettre en œuvre, tout en s'attaquant aux autres défis que nous devons relever.



1 LA CRISE DU COVID-19 FRAPPE FORT, MAIS PAS TOUT LE MONDE DE LA MÊME FAÇON

Les premières victimes de la crise sont évidemment les personnes **directement affectées par le COVID-19** : décès, maladies, séquelles, pertes de proches. Du point de vue de l'économie et de la société, la crise a eu pour effet d'accentuer des inégalités déjà très fortes. Si le PIB a chuté de 3% en 2020, les dégâts économiques ne touchent pas tout le monde de la même façon. En moyenne, les personnes à haut revenus ont été beaucoup moins affectées que celles avec les plus bas revenus. Il y a de grand-e-s perdant-e-s, et aussi des gagnant-e-s :

LES GAGNANT-E-S

GAGA (géants d'internet)
et l'économie de plateforme

Super-riches et gros propriétaires
Dont la fortune n'est pas touchée

Multinationales
En particulier pharma et agro-business

■ Les profits des entreprises actives sur internet, avec des produits digitaux ou dans la livraison ont explosé, sans qu'il n'y ait de solidarité et souvent sans taxation.

■ Non seulement beaucoup de riches se sont enrichis pendant la crise, mais avec leurs moyens, ils peuvent profiter des faillites et de la faiblesse des autres acteurs économiques. Les propriétaires immobiliers n'ont du faire aucun effort.

■ Les entreprises pharmaceutiques font des milliards de profits avec les vaccins sans partager leurs brevets et l'agro-business a enregistré des profits.

LES PERDANT-E-S DE LA CRISE

■ Le personnel soignant et les personnes ayant du travailler au coeur de la crise ont pris des risques et travaillé très dur, avec aucune ou peu de compensations.

■ Les femmes sont massivement surreprésentées parmi les perdants de la crise, avec des revenus plus bas, du travail au front, une plus grande précarité.

Le personnel au front
Dans la santé et les secteurs ouverts

Les femmes
Particulièrement concernées

Les PME
Fermées ou concernées

Les jeunes
Qui font des efforts importants

■ Les jeunes ont du renoncer à des activités et rencontres fondamentales pour leur développement et bien-être, et subir des dégradations dans leur formation.

Les employés en RHT
Qui perdent 20% du salaire

■ Les employés au chômage partiel ont perdu leur revenu mais vivent dans l'insécurité par rapport à leur futur : ils assument le risque de la crise.

Les secteurs fragiles
Culture, médias, sport

■ Certains secteurs sont déjà peu profitables et offrent des conditions de travail difficiles sans crise, et ont été particulièrement affectés, en recevant peu ou aucune aide pendant des mois, comme la culture ou les médias.

Les oubliés
Situations particulières sans aides

■ Sans lobby puissant, sans capacité de communication et sans être touchés par les aides générales restrictives, les oubliés de la crise souffrent souvent en silence : précairés, sans-papiers, sans-abris, ou travailleurs irréguliers.

Même en cas de reprise après la crise, de nombreux dégâts seront durables et il restera des personnes tombées dans la précarité et des entreprises détruites ou durablement endommagées. **Un plan de soutien doit renforcer les forces de notre pays, tout en étant une réponse permettant une amélioration des conditions des gens particulièrement touchés par la crise.** En effet, les personnes qui déjà étaient les plus faibles avant la crise ont beaucoup souffert, sans avoir été suffisamment soutenues, alors que d'autres se sont renforcées. Il est donc fondamental qu'un plan de relance puisse remettre à niveau toutes les victimes de la crise : il faudra faire plus que simplement compenser les pertes.

UNE RÉPONSE SOLIDAIRE ET RAPIDE AUX DÉGÂTS DE LA CRISE

Un principe doit guider la réponse immédiate aux dégâts de la crise : les dégâts doivent être assumés collectivement. **Celles et ceux qui paient le prix fort doivent recevoir une compensation à la hauteur du dommage**, et le prix doit être réparti sur la société dans son ensemble, d'autant plus qu'elle en a les moyens. Prioritairement, il faut :



GARANTIR LES REVENUS DE TOUT LE MONDE

Les salarié-e-s qui ont perdu 20% de leur revenu, qui ont perdu leur emploi, les personnes au chômage, les indépendant-e-s, intermittents ou patrons de petites entreprises qui ont perdu du pouvoir d'achat **doivent être indemnisés entièrement**. Cela maintiendra la capacité de notre économie à redémarrer. C'est une mesure juste, car aucune des victimes n'est la cause de la crise et les décisions sanitaires sont prises démocratiquement.



RECONNAITRE LES EFFORTS PARTICULIERS QUI ONT DÛ ÊTRE FOURNIS

De nombreuses entreprises ont vu leurs activités réduites ou interdites, et d'autres sont indirectement affectées par la pandémie, tout en devant payer des coûts fixes importants. Des faillites en cascade seraient la catastrophe pour l'économie et pour l'emploi et compliqueront la relance. Mieux vaut dépenser un peu aujourd'hui pour éviter le crash, que payer beaucoup pendant très longtemps, en plus de conséquences sociales dramatiques. **Il faut donc compenser toutes les pertes**.



INDEMNISER INTÉGRALEMENT LES ENTREPRISES AFFECTÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT

Dans les soins, la grande distribution, ou encore dans des entreprises actives dans les services à distance ou la logistique, les conditions de travail sont particulièrement dures, des risques importants ont dû être pris par les salariées et salariés. Il faut compenser ces risques, **revaloriser ces fonctions** qui sont absolument nécessaires et reconnaître par de meilleures conditions de travail l'effort fourni.



NE LAISSER PERSONNE DERRIÈRE

Il faut **une assurance de revenu** pour les personnes qui n'ont pas pu être aidées par d'autres moyens pendant la crise. Il doit exister une solution pour tous les cas particuliers qui passent entre les mailles du filet, mais aussi pour les victimes du COVID-19 qui déjà avant la crise vivaient dans des situations précarisées.

3 UNE TRANSFORMATION SOCIALE, FÉMINISTE, ÉCOLOGIQUE POUR LE BIEN COMMUN



Investir, c'est faire un effort maintenant pour gagner davantage plus tard. Un tel investissement permettrait une relance de l'économie qui contrerait les effets de la crise, mais aussi une transformation qui serait en mesure d'améliorer la situation de toutes et tous. Pour que notre pays soit plus fort, il faut en particulier les trois perspectives suivantes :



SOCIAL ET JUSTE

Les revenus et la fortune doivent être plus équitablement répartis. Le pouvoir ne doit pas être concentré, la précarité doit être combattue, la démocratie doit être renforcée. Alors, nous pourrions apporter plus sans consommer davantage de ressources et contribuer au bien commun. Si la crise a touché plus fort les personnes avec le moins de revenu et de fortune, la relance doit permettre aux personnes les plus affectées de trouver de bonnes conditions de vie.



FÉMINISTE

Le travail des femmes est moins rémunéré que celui des hommes, et une grande partie du travail non rémunéré est fait par les femmes. Il est donc nécessaire de transformer nos rapports au travail et de supprimer les injustices évidentes amenées par une répartition des rôles discriminatoire et une exploitation par le capital. Les femmes ont plus été touchées par les pertes d'emploi que les hommes et sont dans des secteurs plus touchés par la crise.



ÉCOLOGIQUE

Une vision à long terme renforcera notre société. La surconsommation des ressources naturelles et la destruction de l'environnement coûteront massivement, il est donc nécessaire de développer des compétences et de prendre des mesures qui ont pour objectif une protection de l'environnement. La crise n'a pas permis d'investir les ressources nécessaires à une transformation climatique du pays.

4 QUATRE SECTEURS D'INVESTISSEMENT PRIORITAIRES



LA SANTÉ ET LE « CARE »

La relance doit aborder la question des faiblesses qui ont été révélées pendant la crise : il faut revaloriser les soins et le financement ainsi l'organisation du système de santé, et combler les lacunes du système social de notre pays.

Il faut investir dans une transformation fondamentale **plus humaine** du système de soins et de prise en charge, allant des hôpitaux aux institutions spécialisées et EMS. **Les conditions de travail, les effectifs et la formation du personnel doivent être massivement renforcés** et garantir **des capacités bien plus grandes** qu'aujourd'hui. Le système de soins doit être en mesure d'absorber les crises et le personnel au front doit être davantage valorisé, en procédant parfois à des réorientations de moyens depuis des secteurs survalorisés et non primordiaux. Le système de santé **ne doit plus fonctionner en flux tendu** et les institutions ne doivent pas fonctionner dans une logique de pénurie, et pouvoir déployer pleinement les politiques de prévention et de dépistage. Le travail doit être attractif.

Et aussi, en particulier :

- Renforcer le soutien aux proches aidants,
- Créer des bases de connaissances et de partage dans le domaine des soins,
- Renforcer notre capacité de recherche et de production dans le secteur de la santé,
- Renforcer les politiques de prise en compte de la santé publique dans d'autres secteurs comme l'urbanisme.



L'accès aux soins équitable et à la prise en charge sont un fondement d'une société juste. Dans le secteur à très haute valeur ajoutée des soins, l'argent est pourtant très mal réparti et la précarité existe.



Les femmes sont particulièrement concernées par la pénibilité du travail dans le domaine de soins, peu représentées dans la hiérarchie et dans les fonctions les mieux rémunérées.



Un système de santé performant permet aussi de combattre l'impact négatif de l'humain sur l'environnement. La santé publique et l'environnement sont des objectifs congruents.



LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

La crise va encore accentuer les manquements de notre système de reconversion professionnelle et de formation continue, ainsi que les difficultés des personnes n'ayant pas pu bénéficier d'une formation complète.

La formation est l'un des meilleurs investissements qui puissent être faits. Aujourd'hui, il existe de nombreuses lacunes. La Confédération doit mettre en place **un vaste plan d'encouragement à la formation initiale et continue du plus jeune âge jusqu'à la fin de vie**. De l'accès à des structures avec une stratégie pédagogique dès la petite enfance jusqu'à l'entrée dans la vie professionnelle, personne ne doit être laissé de côté par le système de formation. Tout au long de sa vie active, tout le monde doit avoir droit à des mises à jour ou à une reconversion. Enfin, la possibilité de formation ou de développement doit persister après la retraite. La formation continue et la reconversion doivent être codécidées par les bénéficiaires.

Et aussi, en particulier :

- Introduire un droit de par la loi à la formation continue pour toutes et tous,
- Un financement fédéral pour le développement de programmes de rattrapage scolaire,
- Des offres étendues de reconversion pour les secteurs profondément chamboulés par la crise,
- Des bourses d'études spéciales pour éviter le chômage des jeunes.



L'accès à la formation, et aussi à la formation continue, est un facteur de développement d'inégalités important. Ces formations permettent d'alléger les assurances sociales et de renforcer la capacité de chacune et chacun à contribuer à la société.



Les femmes sont souvent les premières victimes de l'absence de l'accès à la formation continue ou de l'insuffisance des structures d'accueil, et travaillent dans des domaines où il existe moins de formations continues.



L'amélioration générale du niveau de formation permet un développement et une transformation plus rapides vers une société plus écologique.



PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET JUSTICE CLIMATIQUE

La crise du coronavirus n'a pas supprimé la menace du réchauffement climatique et les besoins énormes d'investissement dans le secteur du climat et de la durabilité.

La Confédération doit lancer **un plan massif d'assainissement climatique et énergétique des bâtiments loués**, avec un soutien spécial garantissant que **le total du loyer et des charges n'augmentera pas après l'assainissement**. Les défis liés au changement climatique sont très importants, et l'assainissement du parc immobilier locatif est l'un des meilleurs leviers d'action que nous avons. Toutefois, cet effort ne doit pas se faire au détriment de la classe moyenne ni des plus défavorisés, et c'est pourquoi un programme d'impulsion nationale est la meilleure voie. La transition climatique doit être sociale.

Et aussi, en particulier :

- Investir les garanties COVID non utilisées jusqu'au plafond de 40 milliards de francs dans des projets qui contribuent à la réalisation des objectifs climatiques de l'accord de Paris (recherche, usines, flottes),
- Quadrupler la vitesse de déploiement du photovoltaïque et des autres sources d'électricités renouvelables,
- Electrifier les flottes de véhicules et investir dans un réseau de station de recharge,
- Soutenir les communes investissant dans le chauffage à distance,
- Réorienter la finance vers les objectifs climatiques et sociaux, investir dans le développement des technologies liées aux énergies renouvelables, renforcer les programmes de recherche dans le domaine climatique, évaluer les conséquences sociales des politiques en faveur de l'environnement,
- Investir dans la transformation du secteur touristique pour le rendre durable et viable économiquement.



Les dégâts à l'environnement sont souvent effectués par les grandes entreprises et les plus riches, mais payés par la classe moyenne. Les conséquences sanitaires et financières du réchauffement climatique pèsent sur les plus modestes en particulier. Le programme de transformation climatique doit absolument être social et écologique.



Les conséquences du changement climatique seront plus portées par les femmes que par les hommes, et aussi les coûts, alors que les dégâts à l'environnement sont davantage effectués par les personnes en situation de pouvoir.



La limitation du réchauffement climatique et la lutte contre la pollution doivent être faits avec des impulsions publiques pour éviter les incitations à ne pas agir. Les émissions sont en grande partie causées par le parc immobilier et la finance.



NOUVELLES TECHNOLOGIES ET INFRASTRUCTURES AU SERVICE DU BIEN COMMUN

La technologie reste un des potentiels majeur du pays pour apporter de la valeur à ses habitant-e-s mais aussi au reste du monde. La crise a montré que les technologies permettant la collaboration ont encore de nombreux défauts et en sont à leurs balbutiements, et la Suisse pourrait jouer un rôle majeur.

Il faut investir dans **un service public des nouvelles technologies**, qui permet de garantir **l'accès libre, la sécurisation et la transparence des technologies de l'information**. L'information, le savoir et l'accès aux infrastructures doivent être libres et au **bénéfice de toutes et tous**. Il est également fondamental de garantir l'accessibilité à l'ensemble de la population sans que les technologies ne laissent de côté celles et ceux qui sont moins à l'aise avec. Enfin, la gestion des données, particulièrement dans des domaines sensibles comme la santé et l'identification, doivent être dans le giron public sans exploitation par des tiers.

Et aussi, en particulier :

- Financer la fondation Switch pour permettre de développer les technologies dans l'enseignement,
- Financer des projets de recherche et développement qui facilitent le travail distribué et promeuvent des solutions innovantes dans des domaines comme la santé, la sécurité et la mobilité,
- Développer une plateforme nationale d'offres culturelles numériques et s'en servir aussi comme moyen de soutien aux acteurs et actrices culturelles du pays,
- Renforcer la communication et la vulgarisation scientifiques,
- Participer aux projets internationaux visant au développement d'infrastructures de données ou de collaborations sécurisées et ouvertes.



L'accès inégal aux technologies et au savoir est un vecteur majeur d'augmentation de la concentration des richesses et des inégalités, mais aussi une barrière à la création de valeur.



La propriété des connaissances perpétue les inégalités déjà présentes et bloque la possibilité d'abolir les rôles liés aux genres attribués par la société. L'accès libre au savoir et son développement public contribuera à l'émancipation.



Le développement de nouvelles technologies n'est évidemment pas la seule réponse aux défis liés au changement climatique, mais elles peuvent faire partie de la réponse.

5 TROIS SOURCES DE FINANCEMENT, DONT CHACUNE EST SUFFISANTE SEULE

La Confédération dispose de sources de financement saines : excédents structurels chaque année, distributions de la BNS de plusieurs milliards par années, et une capacité de s'endetter à taux négatif, c'est-à-dire d'avoir une dette qui rapporte de l'argent au pays, plutôt de lui coûter, et ce même sur de très longues périodes. La Confédération s'attend à un surcoût d'environ 45 milliards pour compenser les effets de la crise, auxquels il faudrait rajouter 10 milliards supplémentaires pour combler les importantes lacunes de l'aide qui est actuellement donnée. En réalité, même un manque de 3 % du PIB pendant deux ans qui serait compensé intégralement pour les perdants coûterait moins à financer entièrement que 55 milliards, puisque cela équivaut à une chute de 42 milliards du PIB.

Peu de pays ont autant de marge de manœuvre financière que la Suisse. De nombreuses options restent ouvertes, et même un très ambitieux plan d'investissements peut être fait, tout en gardant de la capacité financière pour payer les autres grands projets importants, comme une réforme de l'AVS. Un investissement de 60 milliards dans les 4 secteurs prioritaires est tout à fait faisable, et inférieur à 10 % du PIB d'une année, alors qu'il ne s'agit même pas d'une dépense. **Ce qui sera investi sera récupéré sous forme de valeur et sous forme financière dans le futur.**

Besoins



Somme globale ► 115 mia

55 mia

■ Compensation des effets de la crise sur les victimes

60 mia

Plan de transformation dans

- la santé,
- la formation et la formation continue,
- l'écologie,
- les infrastructures et les technologies.

Sources



Taux négatifs sur 50 ans

Bénéfice sur 30 ans :
10 milliards

Dette actuelle :
26 % PIB

Critère de Maastricht :
60 % PIB



Réserves :
900 mia



Coût de la fraude fiscale :
80 mia sur 20 ans

Impôt sur les GAFA :
20 mia sur 20 ans

Impôt de solidarité sur les super-riches :
20 mia sur 20 ans

La Suisse disposerait en réalité d'une marge de plus de 191 milliards pour l'endettement, sans atteindre l'endettement de nos pays voisins ou le critère de Maastricht. En plus, cette dette rapporterait des milliards au pays. La BNS dispose d'une capacité de soutien financier colossale qui est inutilisée alors qu'elle appartient à la population. Utiliser cette marge de manœuvre pourrait même contribuer à affaiblir le franc trop fort, tout en ne coûtant rien à la population.

Les gros propriétaires, les géants d'internet et les multinationales qui se sont massivement enrichies pendant la crise devraient aussi être solidaires. L'initiative 99%, ainsi que d'autres contributions de solidarité, sont l'occasion rêvée d'alléger le fardeau sur la population générale et les salarié-e-s et de mettre à contribution les personnes qui ont gagné d'immenses sommes d'argent sans travailler et qui ont contribué à la concentration des richesses et du pouvoir.

Alors que les USA lancent un plan de relance de 1900 milliards et l'UE un plan de 570 milliards, la Suisse ne peut pas rester les bras croisés en espérant simplement profiter des efforts des autres. La lutte contre la pandémie est un effort planétaire auquel tout le monde doit participer en fonction de ses moyens. La Suisse dispose largement des moyens pour ne laisser tomber personne pendant la crise, et pour se relever plus forte qu'elle ne l'était grâce à un plan ambitieux d'investissements, qui rapportera bien davantage qu'il ne coûte, tant au niveau du bien-être de la population qu'au niveau financier. L'austérité (plan d'économies) ou les baisses d'impôts, qui profitent aux gagnants de la crise, auraient un effet amplificateur sur celle-ci, sans la moindre utilité pour le pays, qui sera largement en mesure de résorber sa dette.